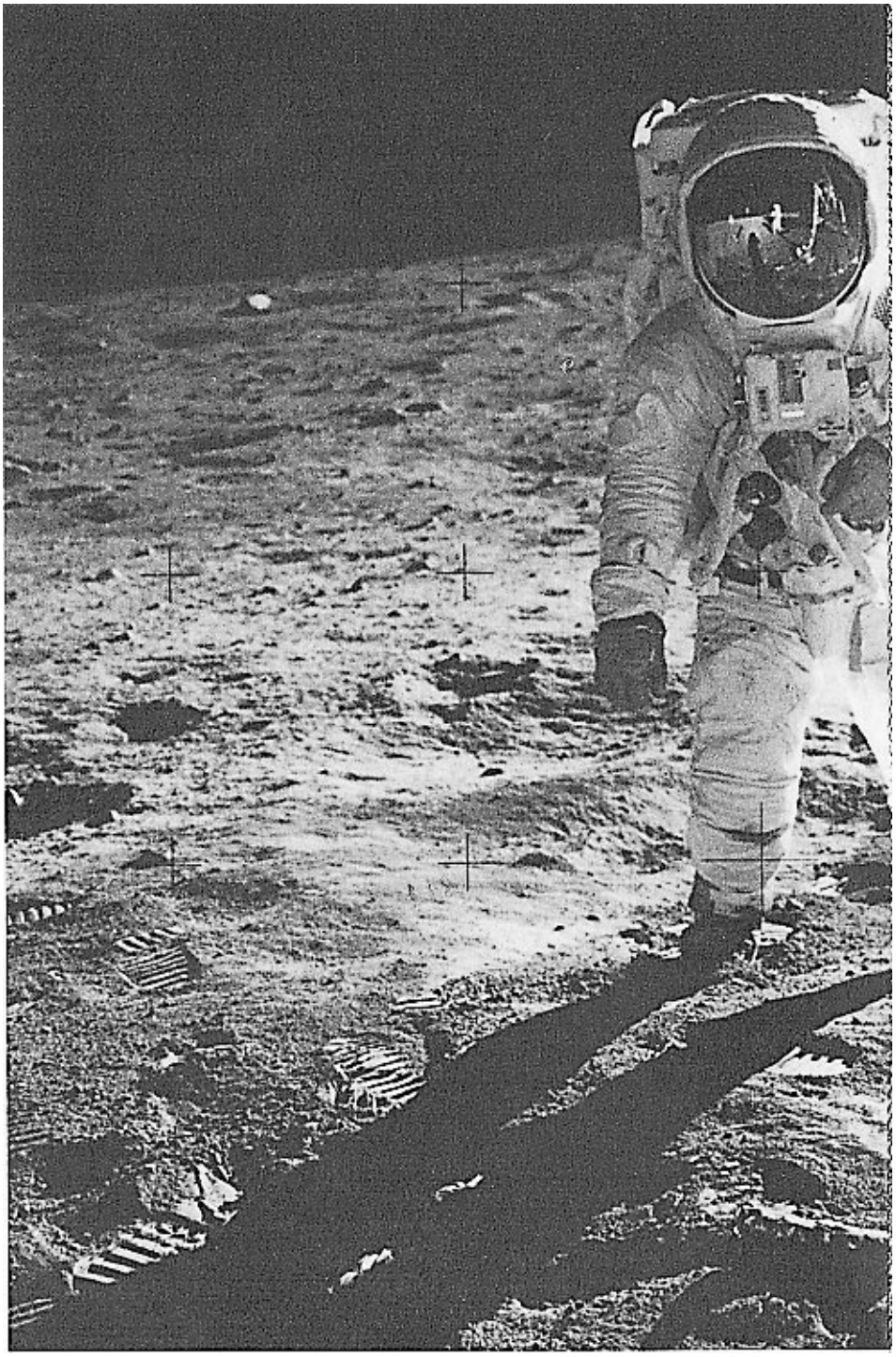
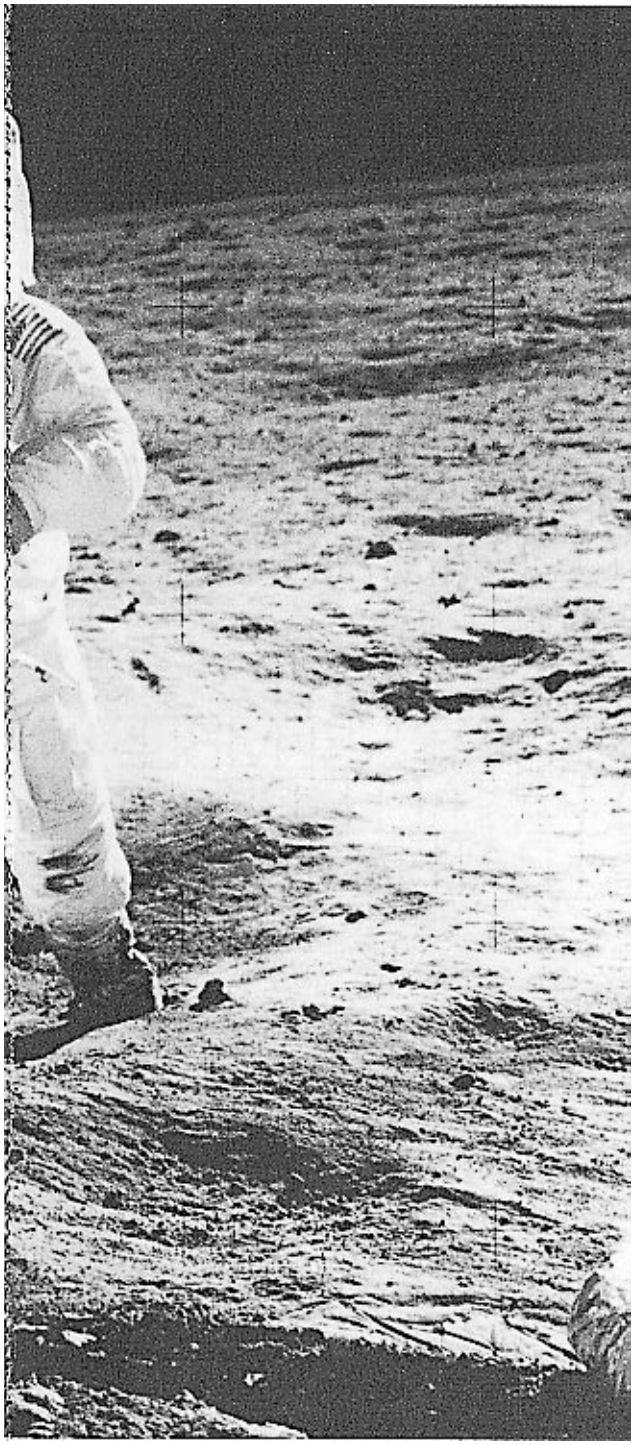
Astronaute sur la Lune, 21 juillet 1969.





ESQUISSE DE
L'HISTOIRE DES ETATS-UNIS

CHAPITRE DOUZE

XII

LES DECENNIES DU CHANGEMENT

« JE REVE QUE, UN JOUR, SUR LES ROUGES COLLINES DE GEORGIE, LES FILS DES ANCIENS ESCLAVES ET LES FILS DES ANCIENS PROPRIETAIRES D'ESCLAVES POURRONT S'ASSEOIR ENSEMBLE A LA TABLE DE LA FRATERNITE. »

Martin Luther King, 1963

En 1960, l'Etat fédéral exerçait une influence croissante sur la vie des citoyens. Dans les années 1930, la Maison-Blanche avait élaboré une série de lois et travaillé étroitement avec le Congrès dans l'espoir d'atténuer le traumatisme engendré par la Grande Crise. De nouvelles administrations avaient été créées par l'exécutif pour veiller sur chacune des étapes de la vie des Américains. Le nombre des fonctionnaires civils employés par le gouvernement fédéral passa de 1 million à 3,8 millions pendant la Seconde Guerre mondiale, pour se stabiliser aux alentours de 2,5 millions

durant la décennie 1950. Les dépenses fédérales, de 3,1 milliards de dollars en 1929, étaient passées à 75 milliards de dollars en 1953 et à 150 milliards au cours des années 1960.

La plupart des Américains acceptaient de voir l'Etat fédéral jouer un rôle plus important, même s'ils n'étaient pas tous d'accord sur l'extension illimitée de cette influence. Les démocrates voulaient que le gouvernement utilise ses pouvoirs pour assurer la croissance et la stabilité ; ils souhaitaient accroître encore l'aide fédérale à l'enseignement, à la santé et aux programmes sociaux. Les républicains, tout en admettant la nécessité de confier au gouvernement certaines responsabilités fondamentales et nécessaires, espéraient réduire les dépenses et relancer l'initiative privée.

KENNEDY ET LA NOUVELLE FRONTIERE

John F. Kennedy, candidat démocrate victorieux aux élections de 1960, était à 43 ans le plus jeune président des Etats-Unis. Dans les débats télévisés avec son adversaire Richard M. Nixon, il s'était montré capable, éloquent et énergique. Au cours de sa campagne, il parlait d'aborder avec dynamisme la nouvelle décennie, car, disait-il, «la nouvelle frontière est devant nous, que nous le voulions ou non». Son discours d'investiture s'achevait par un plaidoyer éloquent : «Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays.» Tout au long de sa brève présidence, son mélange de grâce, d'esprit et de style lui valut une grande popularité et influença des générations d'hommes politiques à venir.

Kennedy voulait user de son charisme pour étendre les avantages sociaux à tous les citoyens, mais sa victoire n'avait tenu qu'à un fil, et sa marge de manœuvre était limitée. Certes, le parti démocrate avait obtenu la majorité dans les deux chambres du Congrès, mais les conservateurs du Sud s'opposaient à toute augmentation de l'aide fédérale à l'enseignement, rejetaient les projets d'assurance maladie pour les personnes âgées et refusaient la création d'un nouveau ministère des Affaires urbaines. Aussi, malgré la hardiesse de ses discours, la politique de Kennedy fut-elle souvent prudente et limitée.

L'une des priorités consistait alors à mettre fin à la récession pour restaurer la croissance. Mais Kennedy perdit la confiance des milieux d'affaires en 1962, en cherchant à réduire la hausse des prix de l'acier que son gouvernement jugeait excessive. S'il atteignit son objectif immédiat, il s'aliéna un soutien important. Quand, par la suite, il demanda de substantiels allègements fiscaux pour alimenter l'épargne et stimuler l'économie, l'opposition conservatrice au Congrès lui interdit tout espoir de faire adopter des mesures entraînant un déficit budgétaire.

Le bilan législatif du gouvernement Kennedy fut décevant. Le Président avait esquissé quelques gestes en direction des dirigeants du mouvement pour les droits civiques, mais il avait souscrit à ces objectifs seulement vers la fin de son mandat. Il ne réussit pas à faire aboutir ses efforts en faveur d'une aide à l'enseignement public et de l'assistance médicale aux personnes âgées. Il n'obtint qu'une modeste augmentation du salaire minimum. Il parvint pourtant à faire financer son programme spatial et à créer le Corps de la Paix qui envoie outre-mer des volontaires américains pour aider les pays en développement. Kennedy avait projeté de faire adopter un programme législatif ambitieux pendant la dernière année de son mandat. Mais, le 22 novembre 1963, il fut assassiné à Dallas. Ce traumatisme marqua toute une génération, comme la mort de Franklin Roosevelt en son temps.

Rétrospectivement, il semble que Kennedy se soit taillé une réputation de progressiste plus par son style et ses idéaux que par ses réalisations politiques. Mais, comme le programme qu'il s'était fixé pour la dernière année de son mandat fut mis en œuvre par la suite, entre 1964 et 1966, il est encore considéré comme le moteur de l'évolution progressiste survenue après sa mort.

LYNDON JOHNSON ET «LA GRANDE SOCIETE»

Lyndon Johnson, originaire du Texas, avait été le chef de file de la majorité au Sénat avant de devenir vice-président aux côtés de Kennedy ; il fut bien plus efficace en politique que son prédécesseur. Il avait fait ses classes au Congrès où il avait acquis une extraordinaire habileté à faire avancer

les dossiers. Il savait plaider, amadouer ou menacer, selon les besoins, pour parvenir à ses fins. Il était bien décidé à user de ses pouvoirs avec énergie pour éliminer la pauvreté et faire bénéficier tous les citoyens de la prospérité.

Johnson prit donc ses fonctions avec la ferme intention de mettre en œuvre les mesures souhaitées par Kennedy. Ses priorités immédiates concernaient la réduction des impôts et la garantie des droits civiques. Il réussit en 1964 à faire adopter le projet de loi sur les droits civiques préparé par son prédécesseur ; c'était le texte qui allait le plus loin dans ce domaine depuis la reconstruction. Bientôt Johnson s'attaqua à d'autres problèmes. Dès le printemps 1964, il avait commencé à utiliser l'expression «Grande Société» pour caractériser son programme de réformes, et la formule prit tout son sens après le raz-de-marée qui lui permit de vaincre son adversaire républicain, le conservateur Barry Goldwater, lors des élections présidentielles de l'année.

Sur le front économique, Johnson obtint des allègements fiscaux, puis fit adopter le programme que Kennedy avait ébauché contre la pauvreté. «Notre gouvernement déclare aujourd'hui, ici et maintenant, une guerre sans merci à la pauvreté», annonça-t-il. Il créa un Office of Economic Opportunity, qui dispensait une formation professionnelle aux plus démunis, et mit en œuvre plusieurs programmes d'action pour permettre aux défavorisés de donner leur avis en matière de logement, de santé et d'éducation.

Puis vinrent les soins médicaux. Truman avait proposé, vingt ans plus tôt, un système centralisé, mais il n'avait pu obtenir l'approbation du Congrès. Sous la direction de Johnson, le Congrès adopta un régime d'assurance maladie pour les personnes âgées, Medicare, complété par un programme similaire pour les plus démunis, Medicaid.

De même, Johnson réussit, contrairement à Kennedy, à subventionner les écoles primaires et secondaires. Cette mesure fournissait des crédits aux différents Etats, proportionnellement au nombre d'enfants issus de familles à faibles revenus. Les fonds pouvaient être utilisés pour aider les élèves des établissements privés ou publics indifféremment.

La Grande Société alla même plus loin. Une nouvelle loi sur le logement prévoyait des allocations pour aider les plus

pauvres à payer leur loyer, ainsi que la création d'un secrétariat au Logement et à l'Urbanisme. Une loi sur l'immigration mit en place un nouveau système pour remplacer enfin les quotas discriminatoires établis en 1924.

Le gouvernement Johnson s'intéressa également à la sécurité dans les transports, en partie grâce aux efforts d'un jeune avocat, Ralph Nader. Dans un livre de 1965, *Ces voitures qui tuent*, l'auteur prétendait que beaucoup de véhicules pouvaient causer la mort ou de graves dommages corporels, même à l'occasion d'accidents survenus à faible vitesse. Il affirmait que les constructeurs d'automobiles sacrifiaient la sécurité à l'esthétique et il cita des modèles qui avaient fait des victimes sur les autoroutes à cause d'erreurs commises par les ingénieurs. En septembre 1966, Johnson signa donc deux lois sur les transports. La première allouait des fonds aux Etats et aux autorités locales pour la mise au point de mesures de sécurité ; la seconde établissait des normes fédérales pour les voitures et les pneus.

Au total, le projet de Grande Société donna lieu à la plus grande flambée d'activité législative depuis le *New Deal*. Mais le soutien apporté par les Américains au gouvernement Johnson commença de faiblir dès 1966. Certains programmes ne furent pas à la hauteur des espérances qu'ils avaient suscitées ; d'autres manquèrent de crédits. Pourtant, le dispositif mis en place en vue d'établir la Grande Société permit de faire régresser quelque peu la pauvreté – ainsi, le revenu des familles noires, évalué à 54 % de celui des familles blanches en 1965, avait progressé de 6 % en 1968.

AFFRONTEMENT A PROPOS DE CUBA

Dans les années 1960 et 1970, les Etats-Unis restèrent enfermés dans leur âpre conflit avec les pays communistes. La plupart des dirigeants américains voyaient alors le monde en fonction de la guerre froide et cherchaient constamment à contrer ce qu'ils pensaient être la menace venue du bloc communiste. Cuba se transforma ainsi en champ de bataille de la guerre froide au cours du mandat de Kennedy.

Depuis que l'armée révolutionnaire de Fidel Castro avait pris le pouvoir en 1959 et obtenu le soutien de l'Union sovié-

tique, les relations entre Cuba et les Etats-Unis n'avaient cessé d'être tendues. Washington avait rompu ses relations diplomatiques avec La Havane juste avant l'arrivée de Kennedy à la présidence et la CIA entraînait des exilés cubains pour leur permettre de débarquer dans leur patrie afin d'y déclencher un soulèvement. L'attaque de la baie des Cochons, au printemps 1961, échoua lamentablement. Kennedy, qui avait approuvé le plan élaboré par le gouvernement Eisenhower, accepta la responsabilité de cette défaite.

L'année suivante, cherchant à retrouver son prestige perdu, Kennedy s'opposa fermement à l'Union soviétique qui installait secrètement des missiles nucléaires offensifs à Cuba. Après avoir examiné différentes possibilités, il opta pour un blocus naval de l'île afin d'empêcher les navires soviétiques d'y débarquer de nouveaux missiles et exigea publiquement de Moscou le retrait des armements. Après plusieurs jours de tension, au cours desquels le monde fut plus que jamais au bord d'une guerre nucléaire, les Soviétiques s'inclinèrent. Les partisans de Kennedy applaudirent son courage ; ses détracteurs l'accusèrent d'avoir risqué une catastrophe nucléaire, alors que des mesures diplomatiques discrètes auraient pu avoir le même résultat. Rétrospectivement, il semble pourtant que la crise des missiles de Cuba ait marqué un tournant dans les relations américano-soviétiques, car les deux camps comprirent qu'il fallait faire tomber la tension susceptible de les entraîner vers un affrontement militaire direct. En 1963, les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne signèrent un traité historique d'interdiction limitée des essais nucléaires dans l'atmosphère.

LE PROGRAMME SPATIAL

L'espace s'était transformé lui aussi en champ de bataille depuis que l'URSS avait lancé le satellite artificiel *Spoutnik*, en 1957. Les Américains s'étaient sentis humiliés, car les Russes les avaient devancés en mettant sur orbite une fusée qui aurait fort bien pu transporter une bombe nucléaire. Les Etats-Unis ne parvinrent à lancer leur premier satellite, *Explorer I*, qu'en 1958. L'agitation de l'opinion américaine empira quand, en 1961, les Soviéti-

ques placèrent pour la première fois un homme en orbite. Kennedy riposta en s'engageant, au nom des Etats-Unis, à envoyer un homme sur la Lune et à le ramener sur la Terre «avant la fin de la décennie».

Dans le cadre du projet *Mercury*, John H. Glenn devint, en août 1962, le premier astronaute américain à tourner en orbite autour de la Terre. Vers le milieu des années 1960, le programme *Gemini* permit aux scientifiques américains d'examiner les effets sur l'organisme humain d'un vol spatial prolongé. La capsule *Gemini* battit plusieurs records, en effectuant notamment une mission de huit jours, en août 1965 : c'était le vol spatial le plus long de l'époque. En novembre 1966, elle réalisa la première rentrée entièrement automatique dans l'atmosphère terrestre. *Gemini* permit également le premier amarrage manuel entre deux vaisseaux spatiaux en vol, ainsi que la première sortie d'un homme dans l'espace.

Avec le programme *Apollo*, le but fixé par Kennedy fut enfin atteint. En juillet 1969, devant des centaines de millions de téléspectateurs qui suivaient la scène sur leurs écrans, dans le monde entier, Neil A. Armstrong devint le premier être humain à marcher sur la Lune.

D'autres missions *Apollo* suivirent, mais beaucoup d'Américains commençaient à s'interroger sur l'utilité de ces vols habités. Au début des années 1970, d'autres priorités devenant plus pressantes, les Etats-Unis amputèrent leur programme spatial. Après l'annulation de plusieurs missions *Apollo*, la NASA ne construisit que l'une des deux stations spatiales Skylab qu'elle avait prévues.

LA GUERRE DU VIETNAM

L'Indochine fut un autre champ de bataille de la guerre froide. Depuis le milieu du XIXe siècle, la France exerçait sa domination sur le Vietnam, mais, pendant la Seconde Guerre mondiale, elle fut supplantée par le Japon, tandis qu'un communiste vietnamien, Ho Chi Minh, cherchait à libérer son pays du joug colonial en prenant modèle sur la guerre d'Indépendance américaine. Après la défaite infligée aux Japonais par les Alliés en 1945, il fallu traiter avec Ho Chi Minh.

La France, dans l'espoir de retrouver son statut de grande puissance, voulut à tout prix recouvrer le Vietnam. Ho Chi Minh refusa de céder et la guerre de libération se poursuivit. Soucieux de conserver l'appui de la France à leur politique d'endiguement en Europe, les Etats-Unis lui fournirent une aide économique qui permit de dégager des fonds pour le conflit vietnamien. Mais cette assistance ne put empêcher la défaite française en 1954. Lors d'une conférence internationale réunie à Genève, on décida que le Vietnam serait partagé en deux : Ho Chi Minh restait au pouvoir dans le Nord, tandis que Ngo Dinh Diem, dirigeant catholique anticommuniste, était placé à la tête du gouvernement dans le Sud, en grande partie bouddhiste. Des élections devaient avoir lieu dans les deux ans, afin de réunifier le pays.

Persuadé que la chute du Vietnam pourrait entraîner celle de la Birmanie, de la Thaïlande et de l'Indonésie, Eisenhower soutint Ngo Dinh Diem quand ce dernier refusa d'organiser des élections en 1956, et les Etats-Unis commencèrent à accroître leur aide économique et militaire. Kennedy augmenta encore cette assistance et envoya un petit nombre de conseillers militaires au Vietnam. Mais les combats entre le Nord et le Sud continuèrent. L'impopularité de Diem entraîna son renversement et sa mort en 1963.

La situation devint alors plus instable que jamais. Dans le Sud, des opposants (connus sous le nom de Vietcong) entrèrent en lutte avec le gouvernement du Sud-Vietnam, soit dans la clandestinité, soit par le truchement de leur branche politique, le Front national de libération. Aidés par le Nord-Vietnam, ils gagnèrent du terrain, tout particulièrement dans les campagnes. Déterminé à mettre un terme à la progression communiste au Sud-Vietnam, Johnson fit de la guerre dans cette région son affaire personnelle. Après une attaque navale des Nord-Vietnamiens contre deux torpilleurs américains, Johnson obtint du Congrès, le 7 août 1964, le vote d'une résolution (*Gulf of Tonkin Resolution*) qui autorisait le président à «prendre les mesures nécessaires pour repousser toute attaque armée contre les forces des Etats-Unis et pour prévenir toute nouvelle agression». Après sa réélection, en novembre 1964, il entama une politique d'escalade. Le nombre des soldats américains au Vietnam n'était que de

25 000 au début de 1965 ; il s'élevait à 500 000 en 1968. Une campagne de bombardements massifs ravagea le Nord et le Sud du pays.

Après avoir vu à la télévision les effroyables batailles qui se déroulaient au Vietnam, les Américains commencèrent à protester contre l'engagement des Etats-Unis dans cette guerre. Des spécialistes de la politique étrangère, comme George Kennan, critiquèrent les mesures prises par leur pays. Des experts militaires et diplomatiques firent remarquer que les Etats-Unis n'avaient prévu aucune stratégie pour mettre fin au conflit. Les Américains se rendaient compte qu'une campagne militaire de grande envergure ne semblait avoir aucun effet sur le cours du conflit. Le mécontentement du public envers la politique américaine contraignit Johnson à entamer des négociations de paix.

Le mouvement d'opposition à la guerre conduisit même Johnson à renoncer à solliciter un nouveau mandat en 1968. Lors de la convention nationale du parti démocrate, à Chicago, il y eut des affrontements entre la police et les contestataires. Le républicain Richard Nixon fut élu grâce à la conjonction de plusieurs facteurs : le chaos qui régnait dans le parti démocrate, tout particulièrement après l'assassinat de Robert Kennedy en juin 1968, la résistance opposée par certains Blancs à l'application des lois des années 1960 sur les droits civiques et la candidature du gouverneur de l'Alabama, George Wallace, à la tête d'un tiers parti. En outre, Richard Nixon avait promis durant sa campagne de désengager les Etats-Unis de la guerre et de faire respecter la loi et l'ordre sur le territoire national.

Tout en retirant progressivement du Vietnam des troupes américaines, Nixon ordonna certains des plus terribles bombardements de la guerre et l'invasion du Cambodge, en 1970, pour y couper les lignes de ravitaillement vers le Sud-Vietnam utilisées par les Nord-Vietnamiens. Cette dernière initiative entraîna une nouvelle vague de protestations et les étudiants de nombreuses universités descendirent dans la rue. Au cours de l'une de ces manifestations, dans l'Ohio, les gardes nationaux appelés pour rétablir l'ordre perdirent leur sang-froid et tuèrent quatre étudiants.

Un cessez-le-feu, négocié au nom des Etats-Unis par

Henry Kissinger, conseiller du Président pour les affaires de sécurité nationale, fut enfin signé en 1973. Malgré le rapatriement des soldats américains, les hostilités traînèrent en longueur jusqu'au printemps 1975. Le Nord-Vietnam avait étendu son emprise sur tout le pays.

La guerre avait imposé un lourd tribut. Des millions de Vietnamiens avaient été mutilés ou tués. Les Etats-Unis avaient dépensé plus de 150 milliards de dollars dans un effort inutile qui avait coûté la vie à 58 000 Américains. Ce conflit mit également fin au consensus qui avait régné en matière de politique étrangère au cours de la guerre froide. Le public découvrit que les militaires américains s'étaient rendus coupables d'atrocités au Vietnam et que le gouvernement avait menti sur les circonstances de l'incident survenu dans le golfe du Tonkin, en 1964. Beaucoup d'Américains avaient été horrifiés par l'invasion du Cambodge. La guerre avait conduit beaucoup de jeunes à remettre en question les politiques mises en œuvre par leur pays et les valeurs que celui-ci cherchait à défendre.

LA DETENTE

Vers la fin de la guerre, le gouvernement Nixon traita avec les deux grandes puissances communistes. Son initiative la plus spectaculaire consista à nouer des relations avec la République populaire de Chine. Deux décennies s'étaient écoulées depuis la victoire de Mao Zedong, mais les Etats-Unis affirmaient que le gouvernement nationaliste de Taïwan représentait toute la Chine. En 1971, Nixon adopta une attitude plus mitigée, assouplit les restrictions commerciales qui limitaient les échanges entre les deux pays et devint le premier président des Etats-Unis à visiter Beijing (Pékin).

Nixon poursuivit également avec succès sa politique de détente avec l'Union soviétique. Plusieurs mois après son voyage en Chine, il se rendit en URSS. Il eut alors plusieurs entretiens cordiaux avec Leonid Brejnev, au cours desquels les deux hommes se mirent d'accord pour limiter leurs arsenaux de missiles, coopérer dans l'espace et alléger les restrictions commerciales. Les pourparlers sur la limitation des armements stratégiques (Strategic Arms Limitation Talks –

SALT) aboutirent en 1972 à un accord sur le contrôle des armements, qui limitait la croissance des arsenaux nucléaires et imposait des restrictions au déploiement de systèmes de missiles antimissile.

GRANDEUR ET DECADENCE DE NIXON

Nixon entra à la Maison-Blanche après huit ans de gouvernement démocrate. Cet ancien vice-président d'Eisenhower, qui avait vainement brigué la présidence une première fois, en 1960, aimait la politique mais sans la passion du président Johnson. Chez cet homme froid et distant, chaque mouvement était calculé. Ce comportement, utile au début, le conduisit finalement à sa perte.

Tout en souscrivant aux thèses républicaines prônant le sens des responsabilités en matière budgétaire, Nixon reconnaissait la nécessité d'accroître le rôle des pouvoirs publics et acceptait dans ses grandes lignes l'Etat-providence. Il réclamait seulement une meilleure gestion des programmes.

Nixon dut affronter une série de problèmes économiques au cours de sa présidence. En 1973, le taux de l'inflation était de 9 % et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles avait baissé de 36 % entre novembre 1968 et mai 1970. Le taux de chômage atteignait 6,6 % à la fin de 1970. Le Président tenta d'imposer un contrôle des prix et des salaires en 1971, mais sans beaucoup de succès.

En réalité, des facteurs extérieurs vinrent faire échec à sa politique économique. En 1973, la guerre entre Israël, l'Egypte et la Syrie incita l'Arabie Saoudite à mettre l'embargo sur les livraisons de pétrole destinées aux Etats-Unis, alliés d'Israël. D'autres nations membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) quadruplèrent leurs prix. Les Américains durent faire face à une pénurie d'énergie et à une augmentation rapide des prix qui, même après la levée de l'embargo, l'année suivante, demeurèrent élevés. Toute l'économie américaine fut touchée : en 1974, l'inflation atteignit 12 %, ce qui sema le trouble dans le pays et contribua à aggraver le chômage. L'ère de la stagnation et de l'inflation («stagflation») mit fin au boom économique sans précédent dont l'Amérique bénéficiait depuis 1948.

Tout en cherchant à mieux gérer l'économie, Nixon tentait de garantir l'ordre public et le respect de la loi. Le taux de la délinquance était en augmentation dans les villes américaines ; la contestation politique prenait une nouvelle ampleur ; l'usage de la drogue se répandait ; les mœurs sexuelles étaient de plus en plus permissives dans les universités. Tout cela offusquait nombre d'Américains. Pour élargir son électorat, Nixon choisit d'utiliser les moyens dont il disposait pour s'opposer au désordre. Il s'en prit aux manifestants, reprocha à la presse de déformer la vérité et chercha à faire taire ses adversaires.

Il fut victime de sa propre tactique lors de l'affaire du Watergate. Confronté à des majorités démocrates dans les deux chambres du Congrès au cours de son premier mandat, Nixon avait besoin d'obtenir sa réélection par une victoire écrasante, en 1972, afin de s'assurer une majorité républicaine au Congrès et de sortir de l'impasse législative dans laquelle il se trouvait. Le comité pour la réélection du Président lança une vaste campagne de collecte de fonds, à une époque où les contributions électorales n'avaient pas à être déclarées, comme la loi l'exigea par la suite.

Au début de 1972, l'équipe de Nixon avait eu l'idée de faire poser clandestinement des écoutes sur les téléphones du Comité national démocrate à Washington, dans le complexe immobilier du Watergate. La tentative échoua. Quand les cambrioleurs, entrés par effraction, furent arrêtés, ils avaient sur eux de l'argent et des documents qui permirent de remonter jusqu'à la Maison-Blanche ; cette dernière décida alors d'étouffer l'affaire. Six jours après la découverte du délit, Nixon ordonna au FBI – par l'intermédiaire de la CIA – de mettre un terme à son enquête sous prétexte que la sécurité nationale était en jeu. En fait, l'effraction était un simple épisode dans une campagne destinée à repérer et à discréditer les personnalités que le gouvernement considérait comme «ennemies». Au nombre de ces manœuvres illégales figuraient également la mise sur écoute de certains adversaires politiques, des perquisitions clandestines et des collectes de fonds abusives. Nixon fut réélu à une majorité écrasante cette année-là, mais la presse, tout particulièrement le *Washington Post*, poursuivit son enquête. Quand le

scandale éclata, la majorité démocrate au Congrès entama une procédure de destitution (*impeachment*) à l'encontre de Nixon. Comme les preuves de sa complicité commençaient à s'accumuler, le Président démissionna le 9 août 1974.

L'INTERMEDE FORD

Gerald Ford, un homme sans prétentions qui avait passé la plus grande partie de sa vie publique au Congrès, était devenu vice-président aux côtés de Nixon, après la démission de Spiro T. Agnew, titulaire de ce poste qui fut reconnu coupable d'avoir accepté des pots-de-vin avant et pendant son mandat. Vingt mois plus tard, après la démission de Nixon, Ford accédait à la présidence. Sa priorité la plus urgente consistait à restaurer la confiance dans le gouvernement, qui avait été fortement ébranlée par la procédure de mise en accusation de Richard Nixon, première des étapes qui conduisaient à sa destitution. Au début, Ford bénéficia d'un grand capital de confiance, mais il l'écorna rapidement en amnistiant Nixon et en interdisant toute nouvelle procédure à son encontre dans l'avenir.

En politique, Ford suivit la ligne fixée par Nixon. Les problèmes économiques restaient graves, car l'inflation et le chômage continuaient à augmenter, alors que le produit national brut diminuait. Ford tenta d'abord d'amadouer le public. Quand cette tentative échoua, il imposa des mesures contre l'inflation qui portèrent le taux du chômage à 12 % ; ce fut la récession la plus grave depuis la Grande Crise. Des allègements fiscaux, conjointement à une élévation des allocations chômage, entraînèrent une modeste reprise, sans mettre fin aux difficultés économiques.

LES ANNEES CARTER

Jimmy Carter, ancien gouverneur démocrate de Georgie, accéda à la présidence en 1976. Il se décrivait lui-même pendant la campagne comme totalement étranger à la politique de Washington. Il promettait de gouverner de façon différente, mais sa grande inexpérience de la politique nationale rendit d'emblée son mandat difficile. Ancien officier de ma-

rine et ingénieur de formation, il se comporta souvent en technocrate, alors que les Américains voulaient un homme plus humain pour les guider en ces temps troublés.

Dans le domaine économique, Carter commença par encourager une politique de déficit budgétaire. Quand le Federal Reserve Board augmenta la masse monétaire pour couvrir les déficits, l'inflation atteignit 10 % par an. Carter réagit en amputant le budget, pour ralentir l'inflation, mais les restrictions affectaient les programmes sociaux qui se trouvaient au cœur de la politique démocrate. A la fin de son mandat, alors que le déficit était encore élevé, l'hostilité du monde des affaires se traduisit par une chute des cours des valeurs et un relèvement des taux d'intérêt.

Carter dut également faire face à maintes critiques pour n'avoir pas su mettre au point une politique efficace en matière d'énergie. Il avait présenté un très vaste programme destiné à réduire la dépendance de l'Amérique vis-à-vis des importations de pétrole, mais ses opposants le mirent en échec au Congrès.

Si Carter se disait populiste, ses priorités politiques ne furent jamais totalement claires. Il favorisa le rôle protecteur du gouvernement mais, simultanément, entama un processus de déréglementation visant à supprimer tout contrôle gouvernemental sur l'activité économique. Sous prétexte que certaines restrictions imposées au cours du siècle précédent avaient réduit la concurrence et augmenté le prix des produits de consommation, il se montra partisan de la déréglementation dans le secteur pétrolier et les transports.

Jimmy Carter espérait rendre au parti démocrate son rôle mobilisateur mais il ne put obtenir le soutien du public ni celui du Congrès. A la fin de son mandat, la proportion des insatisfaits atteignait 77 %, et les Américains commençaient à se tourner de nouveau vers le parti républicain.

LA POLITIQUE ETRANGÈRE APRES LA GUERRE DU VIETNAM

Après la guerre du Vietnam, les Etats-Unis continuèrent de s'intéresser activement aux affaires politiques mondiales. Il leur fallut faire face à différentes crises, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique latine. A la fin des années

1970, de graves difficultés affectèrent les relations des Etats-Unis avec l'Union soviétique et avec l'Iran.

Le président Ford avait poursuivi la politique de détente du gouvernement Nixon vis-à-vis de l'URSS. En novembre 1974, il s'était rendu à Vladivostok pour y rencontrer Leonid Brejnev, et leurs entretiens avaient abouti à un accord préliminaire sur de nouvelles mesures concernant la limitation des armements. Ces conversations préparèrent aussi la voie à la convocation d'une conférence multinationale à Helsinki, en Finlande, en 1975.

La conférence d'Helsinki, la plus grande rencontre au sommet de toute l'histoire de l'Europe, rassembla les chefs d'Etat de trente-cinq nations européennes, des Etats-Unis et du Canada. Son Acte final satisfaisait nombre de demandes présentées par les pays occidentaux et quelques exigences des régimes du bloc de l'Est. Il consacrait la pérennité des changements intervenus dans les frontières européennes après la Seconde Guerre mondiale – reconnaissance que Moscou souhaitait depuis longtemps. L'Acte final d'Helsinki contenait également des engagements concernant le respect des droits et des libertés individuels. En amenant les régimes du bloc de l'Est à signer ce pacte, les nations occidentales espéraient pouvoir augmenter la pression qu'elles exerçaient sur eux dans ce domaine. Effectivement, à la faveur des réunions destinées à examiner l'application des accords d'Helsinki, les pays occidentaux réussirent périodiquement à attirer l'attention sur diverses violations des droits de l'homme perpétrées par les gouvernements communistes dans les pays de l'Est.

Pour sa part, le président Jimmy Carter avait contribué à une percée décisive dans le conflit qui opposait depuis trente ans l'Egypte et Israël. A la fois médiateur et participant, il rencontra, en 1978, le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin, dans sa retraite présidentielle de Camp David, dans le Maryland, pour y négocier un règlement pacifique. Ces deux dirigeants revinrent aux Etats-Unis en mars 1979, pour signer le traité de paix à la Maison-Blanche.

Après un débat prolongé et souvent passionné, Carter obtint également la ratification par le Sénat des traités qui

prévoyaient la restitution du canal de Panama à la république du même nom en l'an 2000. Il suivit les traces de Nixon en accordant la reconnaissance diplomatique officielle à la République populaire de Chine.

Mais Carter eut moins de succès avec l'Union soviétique. Certes, il avait pris ses fonctions au plus fort de la détente et avait déclaré que les Etats-Unis n'étaient plus en proie à «la peur irraisonnée du communisme», mais il s'attira l'hostilité du gouvernement soviétique en insistant sur le fait que «l'engagement envers les droits de l'homme devait être total». Un accord SALT II qui limitait plus encore les arsenaux nucléaires fut signé, mais le Sénat des Etats-Unis refusa de le ratifier, en partie pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en 1979. La même année, Carter entama une politique de réarmement qui ouvrit la voie aux énormes dépenses militaires des années 1980.

En 1979, Carter eut encore plus d'ennuis avec l'Iran où une révolution intégriste, dirigée par un chef religieux chiite, l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, avait mis fin à un gouvernement corrompu mais ami des Etats-Unis. Carter avait accueilli le chah détrôné aux Etats-Unis pour lui permettre d'y suivre un traitement médical. Des militants iraniens en colère s'emparèrent de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran où ils retinrent en otages cinquante-trois Américains pendant plus d'un an. Malgré ses efforts, Carter ne put obtenir leur libération et cet échec contribua à sa défaite électorale.

LE MOUVEMENT POUR LES DROITS CIVIQUES 1960-1980

La lutte des Afro-Américains pour l'égalité atteignit son point culminant au milieu des années 1960. Après avoir progressivement remporté des victoires au cours des années 1950, les Noirs se montraient de plus en plus acquis à l'action directe non violente. Des organisations comme la Southern Christian Leadership Conference (SCLC), regroupant des pasteurs noirs, et le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), fondé par des étudiants militants, cherchaient à obtenir des réformes par des moyens pacifiques.

En 1960, quelques étudiants noirs prirent place dans la cafétéria d'un grand magasin Woolworth, en Caroline du

Nord, et refusèrent de partir après avoir reçu l'ordre de quitter ces lieux réservés aux Blancs. Leur action attira l'attention des médias et déclencha des manifestations similaires dans tout le Sud. L'année suivante, des militants pour les droits civiques organisèrent ce que l'on appela des «voyages de la liberté» (*freedom rides*) : des Blancs et des Noirs montaient côte à côte dans des autocars à destination du Sud, où les gares routières étaient soumises à la ségrégation. Les incidents qui s'ensuivirent s'étalèrent à la une des journaux et contribuèrent à faire changer les choses.

Les militants organisèrent également des manifestations telles que la Marche sur Washington, en 1963, qui rassembla plus de 200 000 Américains partisans de l'égalité pour tous. Le point culminant de cette journée de chansons et de discours fut l'allocution de Martin Luther King, devenu le principal porte-parole du mouvement. «Je rêve que, un jour, sur les rouges collines de Georgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité», proclama le pasteur. Chaque fois qu'il reprenait son leitmotiv «Je rêve que ... », les clameurs de la foule redoublaient.

Les début du mouvement en faveur des droits civiques furent difficiles. Dans un premier temps, le président Kennedy hésita à soutenir son action et à faire pression sur les sudistes blancs, car il avait besoin de leurs voix dans d'autres domaines. Mais les événements lui forcèrent la main. Quand l'université du Mississippi refusa d'inscrire l'étudiant James Meredith en 1962 à cause de sa race, Kennedy envoya l'armée fédérale pour faire respecter la loi. Après des manifestations destinées à réclamer l'abolition de la ségrégation à Birmingham, dans l'Alabama, la police réagit avec une telle violence que le Président soumit au Congrès un nouveau projet de loi sur les droits civiques, pour exiger la déségrégation des lieux publics. Ce texte resta bloqué dans les dossiers d'une commission parlementaire.

Le président Johnson eut plus de succès. Sudiste lui-même, il manifesta son soutien aux droits civiques dès ses campagnes à l'échelon national. Usant de toute son autorité, il persuada le Sénat de limiter le débat et obtint l'adoption d'un texte radical, la loi de 1964 sur les Droits civiques, qui

bannissait toute discrimination dans les lieux publics. L'année suivante, il se remit à la tâche pour ce qui devint la loi de 1965 sur le Droit de vote (*Voting Rights Act*). Celle-ci autorisait le gouvernement fédéral à désigner des scrutateurs pour inscrire les Noirs sur les listes électorales quand les fonctionnaires locaux s'y refusaient. En 1966, 400 000 électeurs Noirs s'inscrivaient sur ces listes, rien que dans le «Sud profond». En 1968, leur nombre atteignait un million. A l'échelon national, le nombre des élus noirs augmenta sensiblement. Finalement, en 1968, le Congrès adopta une loi qui interdisait toute discrimination dans le logement.

En dépit de toute cette activité législative, quelques Noirs trouvaient les progrès trop lents. Malcolm X, militant fort écouté, plaidait en faveur d'une séparation entre les deux races. Un dirigeant étudiant, Stokely Carmichael, également déçu par la doctrine de la non-violence et de la coopération interraciale, préconisa la mise en place d'un «pouvoir noir» (*Black Power*) par n'importe quel moyen.

Des actes de violence accompagnèrent les appels à la réforme. Des émeutes éclatèrent dans plusieurs grandes villes en 1966 et 1967. Au printemps 1968, Martin Luther King tombait sous les balles d'un assassin. Quelques mois plus tard, le frère du président assassiné, le sénateur Robert Kennedy, qui s'était fait le porte-parole des indigents et s'opposait à la guerre du Vietnam, subissait le même sort. Aux yeux de nombreux Américains, ces deux assassinats marquèrent la fin d'une époque d'innocence et d'idéalisme, à la fois pour les militants des droits civiques et pour les mouvements hostiles à la guerre du Vietnam. Le militantisme qui se développait à gauche et l'inévitable réaction conservatrice qui s'ensuivit entamèrent le sentiment national, et il fallut plusieurs années pour y porter remède.

La volonté du gouvernement fédéral de faire respecter les droits civiques diminua avec l'arrivée au pouvoir de Richard Nixon. Ce dernier était bien décidé à renforcer son assise politique en s'appuyant sur les conservateurs de race blanche, pour qui le mouvement en faveur de l'égalité des Noirs était allé trop loin. Sa «stratégie sudiste» conduisit le gouvernement à réduire les crédits pour la mise en œuvre des lois sur l'équité dans le domaine du logement et, en

1970, à chercher vainement une façon de limiter l'ampleur de la loi de 1965 sur le Droit de vote. Quand la Cour suprême déclara en 1971 que le transport des écoliers en car (*busing*) était un moyen licite de mettre un terme à la ségrégation dans les écoles, Nixon dénonça cet arrêt à la télévision et chercha à obtenir du Congrès un moratoire ou quelque restriction en la matière. Sa tentative échoua, mais sa position n'en était pas moins claire. Les adversaires du *busing* remportèrent d'ailleurs une victoire en 1974 avec l'arrêt *Milliken c. Bradley,* dans lequel la Cour suprême condamnait les tentatives faites pour transférer les élèves noirs du centre-ville dans des écoles de banlieues résidentielles, où la majorité des élèves étaient blancs.

La réaction contre le traitement préférentiel accordé aux minorités devint plus manifeste encore lors d'une autre affaire portée devant la Cour suprême, en 1978. Un étudiant blanc, Allan Bakke, prétendait que sa demande d'admission dans une faculté de médecine, avait été rejetée à cause des quotas qui réservaient un certain nombre de places dans l'enseignement supérieur à des candidats issus des groupes minoritaires. La Cour ordonna son inscription en décrétant que les quotas devaient être supprimés. Pourtant, elle reconnut que des considérations raciales pouvaient intervenir dans la sélection des étudiants.

LE MOUVEMENT FEMINISTE

Au cours des années 1950 et 1960, un nombre croissant de femmes mariées étaient entrées dans le monde du travail. Mais, en 1963, leur rémunération représentait en moyenne 63 % d'un salaire masculin. Cette année-là, l'écrivain Betty Friedan publia son livre *La Femme mystifiée* qui critiquait avec virulence les stéréotypes de la classe moyenne et qui aida des millions de femmes à exprimer leur sentiment général d'insatisfaction. Betty Friedan encourageait ses lectrices, dont, selon elle, «la recherche d'un mari et la gestation des enfants» étaient le seul moyen d'expression, à se tailler de nouveaux rôles et de nouvelles responsabilités, à chercher leur identité personnelle et professionnelle sans se laisser définir par une société extérieure dominée par les hommes.

Le féminisme des années 1960 et 1970 puisait son inspiration dans le mouvement en faveur des droits civiques. Il comprenait surtout des membres de la classe moyenne et partageait l'esprit de contestation qui avait conquis de vastes secteurs de la jeunesse bourgeoise pendant la décennie 1960. Un autre facteur qui conduisit à l'apparition du mouvement fut la révolution sexuelle des années 1960, déclenchée par la commercialisation de la pilule contraceptive.

Les lois réformatrices avaient également favorisé le changement. Au cours des débats sur la loi de 1964 relative aux droits civiques, les conservateurs avaient espéré mettre en échec tout le dispositif en proposant un amendement interdisant les discriminations sexistes et raciales. Or l'amendement, puis le projet de loi lui-même, furent adoptés, donnant aux femmes le moyen juridique de garantir leurs droits.

Les femmes elles-mêmes s'employèrent à améliorer leur sort. En 1966, vingt-huit d'entre elles, membres de professions libérales, notamment Betty Friedan, fondèrent la National Organization for Women (NOW) «pour faire en sorte que la femme américaine prenne pleinement et immédiatement sa place dans le courant principal de la société américaine». NOW et d'autres organisations similaires aidèrent les femmes à prendre de plus en plus conscience des limitations qui restreignaient leurs chances de réussite, et renforcèrent leur volonté d'y remédier.

Le féminisme, en tant qu'action organisée pour la défense des droits et des intérêts de la femme, atteignit son apogée au début des années 1970. La journaliste Gloria Steinem et quelques autres femmes fondèrent un nouveau magazine, *Ms.*, en 1972. Entre 1971 et 1976, un manuel publié par un collectif féminin, *Our Bodies, Ourselves* [Notre corps est à nous], fut diffusé à 850 000 exemplaires.

Certaines militantes demandèrent un amendement à la Constitution pour assurer aux femmes l'égalité totale des droits. Adopté par le Congrès en 1972, l'*Equal Rights Amendment* (ERA) déclarait : «L'égalité des droits devant la loi ne sera déniée ou limitée par les Etats-Unis ou par aucun Etat pour des raisons de sexe.» Pendant les années suivantes, trente-cinq Etats le ratifièrent. Or il en fallait trente-huit pour l'entrée en vigueur de l'amendement. Les tribunaux se

prononcèrent également en faveur de l'égalité des sexes. Mieux encore, en 1973, un arrêt de la Cour suprême, *Roe c. Wade*, proclama le droit des femmes à l'avortement durant les trois premiers mois de la grossesse. Il s'agissait là d'une immense victoire.

Pourtant, de 1975 à 1980, le mouvement féministe s'essouffla. Il ne parvint pas à élargir son recrutement en dehors de la classe moyenne. Des divisions se produisirent entre les éléments modérés et les extrémistes. L'opposition conservatrice monta une campagne contre l'amendement ERA qui, en l'absence des ratifications nécessaires, devint caduc en 1982.

LE MOUVEMENT LATINO

Dans l'Amérique de l'après-guerre, les hispanophones se heurtèrent eux aussi à des discriminations. Ils venaient généralement de Cuba, de Porto Rico, du Mexique et de l'Amérique centrale ; ils étaient souvent illettrés et sans qualification. Certains travaillaient comme ouvriers agricoles et étaient parfois cruellement exploités lors des récoltes. D'autres avaient été attirés par les villes où, comme les groupes d'immigrés qui les avaient précédés, ils rencontraient de graves difficultés dans leur recherche d'une vie meilleure.

Les Chicanos, ou Américains d'origine mexicaine, se mobilisèrent au sein d'organisations telles que l'Asociacion Nacional Mexico-Americana, de tendance extrémiste, mais qui ne se lança pas dans l'action directe avant les années 1960. Déçus par le programme contre la pauvreté mis en place par Lyndon Johnson, ils découvrirent que les bureaucrates ne prêtaient pas attention aux groupes qui ne manifestaient pas bruyamment leur mécontentement. L'exemple des militants noirs, en particulier, enseigna aux hispaniques l'importance des pressions politiques dans une société pluraliste.

La loi de 1935 sur les Relations employeurs-employés (*National Labor Relations Act*) avait exclu le secteur agricole de son champ d'application, de sorte que les journaliers étaient privés du droit de se syndiquer et de participer à des conventions collectives. Mais Cesar Chavez, fondateur d'un syndicat de travailleurs agricoles à majorité hispanique, appelé Hispanic United Farm Workers, montra toute l'efficacité

de l'action directe quand il chercha à faire reconnaître son organisation. S'attaquant aux producteurs de raisin de Californie, Chavez demanda aux consommateurs d'observer un boycott national qui permit aux travailleurs itinérants les plus gravement exploités de se faire représenter par un syndicat. D'autres boycotts connurent le même succès. Malgré les manœuvres d'obstruction des détenteurs d'intérêts agricoles, les bases juridiques d'une représentation avaient été jetées, permettant aux travailleurs d'obtenir des augmentations de salaire et d'améliorer leurs conditions de travail.

Les hispaniques se montrèrent également actifs dans le domaine politique. En 1961, Henry B. Gonzalez se fit élire à la Chambre des représentants par le Texas. Trois ans plus tard, Elizo («Kika») de la Garza, un autre Texan, l'y suivit ; Joseph Montoya, du Nouveau-Mexique, fut élu au Sénat. Par la suite, Gonzalez et de la Garza occupèrent des postes importants comme présidents de commissions à la Chambre. Au cours des années 1970 et 1980, la participation des hispaniques à la vie politique s'intensifia. Lors de l'accession à la présidence de Bill Clinton, deux personnalités en vue appartenant à ce groupe entrèrent dans son cabinet : l'ancien maire de Denver Federico Peña devint secrétaire aux Transports et l'ancien maire de San Antonio, Henry Cisneros, secrétaire au Logement et à l'Urbanisme.

LE MOUVEMENT DES AMERINDIENS

Dans les années 1950, les Amérindiens avaient combattu la politique du gouvernement visant à leur faire quitter leurs réserves pour les installer dans des villes où ils pourraient s'intégrer à la société américaine. Or les Indiens avaient le plus grand mal à s'adapter à la vie urbaine. En 1961, quand il fut enfin mis un terme à cette politique, la commission fédérale pour les droits civiques souligna que «la pauvreté et les privations étaient fréquentes» chez les Indiens.

De 1960 à 1980, les Amérindiens réclamèrent leurs droits avec une énergie accrue ; ils y étaient encouragés par le développement du nationalisme dans le tiers-monde et par le succès du mouvement en faveur des droits civiques aux Etats-Unis. Une nouvelle génération de dirigeants entama

des procès pour sauvegarder ce qui restait des terres tribales ou pour recouvrer celles qui leur avaient été confisquées, parfois illégalement. Dans plusieurs Etats, ils protestèrent contre la violation des traités et, en 1967, remportèrent la première d'une série de victoires qui leur garantissait leurs droits longtemps usurpés sur des terres et des ressources en eau. L'American Indian Movement (AIM), fondé en 1968, a contribué à obtenir la répartition de crédits gouvernementaux entre diverses organisations indiennes et porté assistance aux Indiens des villes.

Pourtant, les affrontements se multiplièrent. En 1969, 78 Amérindiens occupèrent l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, jusqu'à ce que les autorités fédérales les délogent en 1971. En 1973, l'AIM s'empara de Wounded Knee, un village du Dakota du Sud où l'armée fédérale avait massacré des Sioux vers la fin du XIXe siècle. Les militants espéraient, par cette démonstration spectaculaire, faire connaître les conditions misérables qui régnaient dans la réserve, où la moitié des familles dépendaient de l'aide sociale et où l'alcoolisme était répandu. L'incident prit fin après qu'un Indien eut été tué et un autre blessé et que le gouvernement eut accepté de réexaminer la situation des droits octroyés par les traités, mais sans guère de suites.

L'activisme des Indiens donna pourtant des résultats. Les autres Américains prirent davantage conscience de leurs besoins. Les administrations durent se montrer réceptives aux pressions en faveur d'une égalité de traitement trop longtemps différée. Le premier représentant indien au Congrès, Ben Nighthorse Campbell, fut élu en 1992 par le Colorado.

LA CONTRE-CULTURE ET L'ECOLOGIE

La campagne en faveur de l'égalité des chances déclencha une autre forme de bouleversement. Les jeunes en particulier répudiaient l'idéal de stabilité propre à la classe moyenne adopté par leurs parents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si certains se jetèrent à corps perdu dans des activités politiques extrémistes, la plupart se contentèrent d'adopter de nouvelles habitudes vestimentaires et de nouveaux comportements sexuels.

Les signes les plus visibles de la contre-culture envahirent la société américaine vers la fin des années 1960 et au début des années 1970. Les cheveux se portaient plus longs, les barbes étaient plus fréquentes, blue-jeans et T-shirts remplacèrent pantalons, vestons et cravates. L'usage de drogues illicites prit de l'ampleur afin de libérer l'esprit des contraintes passées. Le rock and roll naquit, proliféra et engendra nombre de courants musicaux nouveaux. Le hard rock acquit une immense popularité et l'on entendit de plus en plus de chansons engagées, comme celles du chanteur-compositeur Bob Dylan. La contre-culture de la jeunesse atteignit son apogée en août 1969 à Woodstock, dans une région rurale de l'Etat de New York, où se tint pendant trois jours un festival musical qui rassembla près d'un demi-million de personnes. L'événement donna son nom à toute une époque – celle de la génération Woodstock.

L'énergie qui avait alimenté le mouvement pour les droits civiques et la contre-culture stimula également le mouvement en faveur de l'environnement, vers 1965. Beaucoup d'Américains avaient été émus par la publication en 1962 du livre de Rachel Carson, *Printemps silencieux*, qui dénonçait les ravages des pesticides chimiques et en particulier du DDT. L'intérêt du public pour l'environnement ne cessa de croître pendant les années 1960, à mesure que les Américains devenaient conscients des menaces que faisaient peser sur leur santé et sur la beauté de leurs paysages nombre d'autres polluants : les gaz d'échappement des voitures, les déchets industriels, les marées noires. Le 22 avril 1970, les Etats-Unis célébrèrent le premier jour de la Terre.

Nombreux furent ceux qui résistèrent aux mesures proposées pour purifier l'atmosphère et l'eau. Les solutions étaient coûteuses, pour les entreprises et les particuliers, et modifiaient les habitudes de vie et de travail. Pourtant, en 1970, le Congrès amenda la loi de 1967 sur la Pureté de l'air, afin d'imposer des règles nationales. Il adopta également une loi pour l'amélioration de la qualité de l'eau plaçant à la charge des pollueurs le nettoyage des marées noires au large des côtes. Puis, en 1970, fut créée l'Agence pour la protection de l'environnement, organisme fédéral indépendant chargé de réprimer les abus dans ce domaine.